



COMMUNIQUÉ DES ÉLUS SOLIDAIRES-CGT-FO FINANCES PUBLIQUES 87 **CSAL DU 22/01/2024**

C'est sans surprise que les représentants des personnels Solidaires-CGT-FO boycottent ce CSAL emplois. La nouvelle vague de suppressions d'emplois est insupportable et inacceptable ! L'hémorragie continue !

Notre administration conserve une fois encore son titre de fournisseur officiel de suppressions d'emplois. La DGFIP sera, cette année, la seule administration avec un schéma d'emplois négatifs avec - 600 Équivalent-Temps-Plein pour les directions territoriales.

Pour la DDFIP 87, ce sont 9 emplois supplémentaires supprimés pour 2024 qui viennent s'ajouter aux 185 suppressions d'emplois subies depuis 2011. Cela fait des années, qu'avec les personnels, les organisations syndicales alertent sur la dégradation de nos missions, des conditions de travail et le recul du service public.

Les conséquences nous les connaissons : des vacances d'emplois sur l'ensemble du territoire, des services en sous-effectif permanent, des missions fragilisées quand elles ne sont pas purement et simplement remises en cause et des agents qui tentent au péril de leur santé de continuer à faire en sorte que la maison tienne.

La DGFIP démontre une fois de plus, que le P (Proximité) de l'acronyme NRP(nouveau réseau de proximité) n'était qu'une fausse promesse pour les structures qui en sont issues. La poursuite obstinée de cette politique rend la « stabilisation » ou la « consolidation » promises à l'horizon 2027 rien de moins qu'illusoire. On peut aisément en conclure que les directions territoriales continueront de rendre des emplois en 2025, 2026 et 2027 dans des proportions bien plus fortes que les discours officiels voudront bien le reconnaître. Le Cadre d'Objectifs et de Moyens (COM) prévoit, au niveau national, pas moins de 1 700 suppressions d'emplois pour la période 2025-2027, le lourd tribut à payer n'est donc pas fini.

Il n'y a pas cinquante solutions : il faut d'urgence revenir à une mesure de la charge réelle de travail, mission par mission, et y adapter le niveau d'emplois. **Il faut rompre avec l'idée qu'on pourrait perpétuellement s'adapter aux moyens qu'on nous donne.** Les priorités s'empilent, il faut sans cesse prioriser, comme une histoire sans fin, le tonneau des Danaïdes version DGFIP. Baisser le niveau des suppressions d'emplois en le présentant comme un renfort ne suffira pas.

On ne peut vouloir «en même temps» renforcer la lutte contre la fraude, transférer sans cesse de nouvelles missions sans les emplois correspondants, réussir la transition numérique en plaçant l'intelligence artificielle au service des agents plutôt que la jouer contre eux, renforcer notre rôle de conseil, mettre en œuvre des dispositifs d'assistance d'urgence ou de crise aux entreprises, aux particuliers ou aux collectivités, assurer l'accueil, garantir l'exercice des missions en toute sécurité, prendre toute notre part dans la transition écologique, améliorer une attractivité qui s'étirole dangereusement, endiguer les progrès d'un management toxique qui se nourrit de la pénurie ou améliorer durablement les conditions de travail et négocier sur les moyens législatifs, budgétaires et humains.

Depuis plus de 22 ans notre administration détient un bien triste record au sein de la fonction publique : 35 000 suppressions d'emplois !

Maître dans l'art de la communication, la Direction Générale y est allée de son envolée lyrique en soulignant le caractère HISTORIQUE (rien que ça !) du PLF 2024 + 148 emplois. Derrière ces chiffres flatteurs, il y a clairement tromperie.

En effet, les transferts d'emplois ne minorent pas les suppressions d'emplois, car ils correspondent à des transferts de charges le plus souvent sous-estimées : transfert de la taxe d'urbanisme, des taxes douanières...

Mais la réalité est tout autre dans le réseau avec des conditions d'exercice des missions qui se dégradent continuellement dans tous les services.

Les évolutions du projet de loi de finances (PLF).

Il s'agit du volume de suppressions décidées en loi de finances

PLF 2014	PLF 2015	PLF 2016	PLF 2017	PLF 2018	PLF 2019	PLF 2020	PLF 2021	PLF 2022	PLF 2023	PLF 2024
-1 988	-2 000	-2 130	-1 630	-1 600	-2 130	-1 500	-1 800	-1 600	-850	-200

Et pour mémoire, concernant les emplois :

2008 : 126 586 – année de la fusion de la DGI et du Trésor

2012 : 115 411 – début de la présidence HOLLANDE

2014 : 111 305 – MACRON est nommé Ministre de l'Économie et des Finances

2017 : 104 873 – début de la 1ère présidence MACRON

2022 : 92 166 – début de la 2ème présidence MACRON

Depuis 2008, année de la fusion, 34 420 emplois se sont volatilisés !

MACRON, à lui seul, a contribué à la suppression de 19 139 emplois

Les représentants Solidaires, CGT et FO Finances Publiques 87 exigent :

- l'arrêt des réformes,
- de stopper le démantèlement du réseau de la DGFIP,
- la fin des destructions d'emplois,
- la création d'emplois titulaires,
- une juste reconnaissance des agents, passant par une hausse significative de leur indemnitaire, en excluant toute forme de rémunération au mérite.

Pour toutes ces raisons, les représentants des personnels refusent de siéger à ce CSAL pour ne pas donner caution à un « dialogue social » qui porte si mal son nom, ni participer au sabordage de notre administration.

Sabordage, dont vous voyez, toutes et tous quotidiennement, les conséquences désastreuses.

2024-Contribution MAGERFIP DDFIP 87

CONTRIBUTION MAGERFIP <i>(hors renforts et hors reprises d'emplois fléchées & mesures de périmètres)</i>	VENTILATION PAR CATÉGORIE DE L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS												
	AE	AFiPA	IP	Idiv		Idiv expert		A		B		C - AT	TOTAL
				HC	CN	HC	CN	Admi	Huiss	Admi	Géo		
	-1									-2		-6	-9

2024-RÉCAPITULATIF DES MOUVEMENTS D'EMPLOI PAR SERVICE

Ventilation par catégorie d'emplois et services							
Catégories d'emplois	AE	IP	IDIV CN	A	B	C	TOTAL
Transferts entrants							
Direction- Centre de gestion financière			1				1
Reprises d'emplois fléchées							
Direction – Pôle évaluation domaniale				-1			-1
Localisation des suppressions d'emplois (y compris marge de la déléguée SO)							
Direction	-1					-2	-3
SIP de Limoges						-1	-1
SIE de Haute-Vienne					-1		-1
SGC de Bessine-sur-Gartempe						-1	-1
SGC St Junien						-1	-1
T. Hôpitaux de Haute-Vienne						-1	-1
Equipe de Renfort					-1		-1
Réorganisations internes DDFiP							
SIE Haute-Vienne				-1			-1
Direction-Action économique				1			1
TOTAL	-1	0	1	-1	-2	-6	-9

Pour mémoire Marge de la Déléguée du Sud Ouest							
		IP	IDIV CN	A	B	C	TOTAL
Abondement						1	1